

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

30 novembre 2021

---

RELATIF À LA DIFFÉRENCIATION, LA DÉCENTRALISATION, LA DÉCONCENTRATION  
ET PORTANT DIVERSES MESURES DE SIMPLIFICATION DE L'ACTION PUBLIQUE  
LOCALE - (N° 4721)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N ° 290

présenté par

M. Bourgeaux, Mme Corneloup et Mme Valérie Beauvais

-----

**ARTICLE 6**

Compléter l'alinéa 3 par la phrase suivante :

« En cas de demandes concurrentes pour une même route ou portion de route formulée d'une part de la région, et d'autre part d'un département, de la métropole de Lyon ou d'une métropole, la demande de ces derniers prévaut. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Au-delà de la réaffirmation symbolique de la compétence des départements sur le réseau routier local à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 6, il convient de prévoir, si la concertation entre collectivités quant à la répartition des itinéraires nationaux transférables n'aboutissait pas, que priorité serait donnée aux Départements. Tel est l'objet de cet amendement.